

Note de synthèse sur les principes régissant les trois procédures.

Il existe un droit qui organise le procès afin que le litige soit tranché dans les meilleures conditions, il s'agit du droit de la procédure. Or il existe autant de procédure qu'il y a de tribunaux. Chacune de ces procédures sont animées par des principes qui peuvent être communs.

Les principes fondamentaux sont cruciaux en procédure. Ce sont des applications des droits de l'homme généraux ou plutôt des garanties de mise en œuvre des droits de l'homme généraux. On assiste à une multiplication des principes fondamentaux de la procédure (égalité des armes, droit de la défense, contradictoire, loyauté.) et il existe des interprétations différentes selon les tribunaux. Il existe par ailleurs une confusion entre les principes directeurs du procès tels qu'on les connaît en procédure civile, en procédure administrative et depuis peu en procédure pénale.

Existe t'il une ou des sources processuelles globales pourvu d'une autorité et d'une légitimité supérieure d'où pourrait donc découler des principes processuel transversaux des principes directeurs de tout les procès ?

Pour répondre à cette question nous allons-nous pencher sur les similitudes et dissidences de la procédure pénale et civile dans un premier temps pour ensuite voir les ressemblances et différences de la procédure civile et administrative.

I. Etude comparative des procédures civiles et pénales. A. Les divergences

L'une des plus remarquables différences tient quant aux sources. En raison de son caractère liberticide il paraissait logique que la procédure pénale soit encadrée, cette dernière relève donc de la loi, et c'est ainsi qu'elle affirme son autonomie par rapport à la procédure civile. Sa spécificité est marquée dans la mesure où elle doit trouver un équilibre entre des intérêts contradictoires, l'intérêt général de la société d'un côté qui nécessite la répression de toutes les infractions mais les intérêts de la personne poursuivie de l'autre dont l'honneur et la liberté sont en cause et c'est la raison pour laquelle les juridictions répressives n'ont pas en principe à appliquer les règles du procès civil.

A ce propos, la chambre criminelle de la Cour de cassation n'a pas oublié de le rappeler notamment en ce qui concerne l'application de l'article 700 du Code de procédure civile aux juridictions répressives, en raison duquel une personne peut être condamnée à payer les frais de la partie adverse. La cour de cassation a censuré ces décisions car selon elle au terme de l'article 34 de la Constitution, les règles de la procédure pénale sont fixées par la loi. L'article 700 du code de procédure civile étant de nature réglementaire ce dernier ne pouvait trouver sa place dans un procès pénal. (Arrêt du 2 juin 1980)

Autre situation, concernant les règles de l'article 463 Code de procédure civile sur l'omission de statuer permettant au juge de compléter son jugement sans porter atteinte à la chose jugée quant aux autres chefs de demande. Ces règles qui sont de nature réglementaire ne peuvent trouver application devant les juridictions pénales. (Arrêt du 5 novembre 1981).

Ces divergences entre les deux procédures se justifient et s'expliquent par les buts opposés de chacune. La procédure civile a une finalité privée, elle cherche à défendre les intérêts des particuliers. Quant à la procédure pénale son but est de protéger les intérêts de la société, son aspect est plutôt général. Face à cette différence d'intérêt il n'était pas moins logique que les deux procédures s'opposent néanmoins affirmer qu'elles sont totalement autonomes l'une de l'autre serait faux. En y regardant de plus près, on remarque que ces deux procédures s'influencent et parfois se copient, Bernard Bouloc parle même dans son écrit sur la procédure civile et la procédure pénale de « zone d'identité ».

B. Similitudes et influences

Malgré leur différence de finalité les deux procédures s'inspirent et s'influencent. On peut parfois remarquer des renvois par la loi aux dispositions du Code de procédure civile. Il en est ainsi de la récusation des magistrats de la Cour de cassation.

Il résultait jusqu'à ces derniers temps de l'article 4 du Code de procédure pénale un principe traditionnel du droit français résumé par l'adage : "Le criminel tient le civil en l'état". Cela signifiait que lorsqu'une affaire entre les mêmes parties concernait des mêmes faits était portée à la fois devant la juridiction répressive et devant le tribunal civil ou commercial, la chose jugée au pénal ayant autorité sur tout autre juge, ce dernier devait surseoir à son jugement en attendant la décision pénale.

Cependant suite à la loi du 5 mars 2007 l'article 4 du Code de procédure pénale a été réécrit, et désormais le principe est exactement l'inverse. Dorénavant, la mise en mouvement de l'action publique n'impose pas la suspension du jugement des autres actions exercées devant la juridiction civile, de quelque nature qu'elles soient, même si la décision à intervenir au pénal est susceptible d'exercer, directement ou indirectement, une influence sur la solution du procès civil. Ainsi donc, le fait d'avoir introduit une plainte avec constitution de partie civile et d'avoir régulièrement procédé à la consignation prévue par la loi n'interdit plus au juge civil ou au juge commercial de statuer.

Influence des procédures, notamment article 700, cet article relève règlement, du coup ne peut s'appliquer à la procédure pénale car loi, mais on a contourné cela par l'article 32-1 amende pour procédure abusive, le législateur fait en sorte de trouver des solutions aux vides juridiques.

L'article 6§1 de la Convention Européenne Des Droits de l'Homme exerce une grande influence, sur la procédure civile et la procédure pénale. Ces décisions ont pour vocation à s'appliquer à toutes les procédures y compris la procédure administrative. Ayant une force supra nationale les principes reconnus par celle-ci comme le droit à un juge impartial et indépendant tendent à s'appliquer à toutes les procédures. Par ailleurs, la solution adoptée par la Cour à la suite d'un litige né de la matière civile ou pénale n'empêche pas l'autre matière de connaître de cette jurisprudence.

II. Etude comparative des procédures civiles et administratives.

A. Les dissidences

L'arrêt *Blanco* est considéré par une partie de la Doctrine comme la décision fondatrice de la justice administrative française, c'est à partir de cet arrêt que l'on va définir le contenu et l'étendue de la compétence de la juridiction administrative.

Par opposition à la procédure civile le juge administratif dirige seul l'instruction, alors que le Code de procédure civile nous dit que les parties conduisent l'instance. Néanmoins il faut relativiser cette affirmation, l'article 2 nous précise que bien qu'elles conduisent l'instance elles doivent le faire sous les charges qui leur incombent et en étant tenues d'accomplir les actes de la procédure « dans les formes et les délais requis ». Par ailleurs, observons que le juge doit veiller au bon déroulement de l'instance, impartir les délais et ordonner les mesures nécessaires, ce qui signifie que les parties ne sont pas aussi libres qu'elles n'en paraissent.

Autre spécificité du juge administratif, la faculté d'enjoindre d'office à une partie de produire des pièces et documents qu'elle détient. Cette particularité de la procédure administrative ne trouve pas de reflet en civil, pour que cela soit possible le juge civil devra demander. Le juge civil a lui aussi des pouvoirs que le juge administratif ne peut se prévaloir, on peut citer pour exemple la possibilité de demander ou d'ordonner la production de pièces détenues par un tiers ou encore l'invitation des parties à mettre en cause des tiers.

Enfin, il apparaît que dans certains domaines le juge civil est beaucoup plus de pouvoir que le juge administratif, pour illustrer cette affirmation on peut citer l'exemple des moyens relevés d'office. Ces moyens doivent être d'ordre public pour le juge administratif alors que pour le juge civil ces derniers doivent être des moyens de droit. Bien que la faculté soit la même il semblerait qu'elle soit plus restreinte pour l'un que pour l'autre, en effet, la notion de moyen de droit est beaucoup plus large que celle d'ordre public.

Le législateur se rend souvent compte que ce qui est bien pour une procédure peut l'être pour l'autre, il opère alors des innovations et même des retranscriptions dans les autres procédures.

B. Ressemblances et influences

Le procès administratif est comme le procès civil la chose des parties. L'article 1^{er} du Code de procédure civile nous rappelle que seules les parties introduisent l'instance, cette article n'a pas de correspondance en matière administrative néanmoins l'esprit du texte demeure dans la matière. Les articles 4 et 5 du Code de procédure civile ajoutent par ailleurs que les parties déterminent leurs prétentions et l'objet du litige. Ces principes bien que ne figurant pas dans la procédure administrative n'en sont pas moins respectés et résument l'essentiel de la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Lorsque le juge est confronté à un problème de droit ce dernier peut solliciter l'avis de la juridiction supérieure. Cette opportunité est offerte au juge civil mais aussi au juge administratif. Le premier pourra saisir la Cour de cassation alors que le deuxième se tournera sur le Conseil d'Etat. Bien que l'avis demandé ne se fasse pas à la même juridiction le principe reste le même et marque une influence entre les deux procédures.

Le juge administratif a la faculté comme le juge civil de condamner les parties à payer à l'adversaire les frais découlant du procès. Une fois de plus la référence n'est pas la même, le juge civil invoquera l'article 700 du code de procédure civile alors que le juge administratif quant à lui parlera de l'article

1^{er} du décret du 2 septembre 1988. On assiste ici à la reproduction identique d'un article de la procédure civil par la procédure administrative.

Si on porte le regard sur l'objet des trois procédures civile, pénale et administrative et sur la façon dont elles ont été et sont encore produites au sens de mode de production de la norme, la possibilité d'un ordre processuel commun s'éloigne encore plus. La solution est alors peut être de se placer à l'extérieur des trois grands procès pour les comparer et essayer d'en dégager des standards c'est-à-dire des règles partagées qui seraient toutes issues d'un même fonds processuel mais la difficulté qui se pose est alors de savoir s'il existe un ou des instruments qui peuvent accueillir ces éventuelles méta règles processuelles un ou des instruments globaux ayant juridiquement la qualité de sources capables d'asseoir la légitimité des standards dégagés à s'appliquer aux trois procès.